Covid-19 : les peuples de l’Union européenne paient les politiques néolibérales

Le 05-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 23 avril 2020

La Coordination européenne pour sortir de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du néolibéralisme, à laquelle appartient le Pardem, a adopté, le 14 avril dernier, la déclaration suivante :

La pandémie de Covid-19, et les crises économiques sociales et politiques qui en résultent, dévoile les faiblesses et approfondit les contradictions du système capitaliste néolibéral. Aujourd'hui et de la manière la plus dramatique, celui-ci a atteint ses limites. Il a perdu toute crédibilité auprès des peuples.

La pandémie de Covid-19 a détruit les restes de l'illusion néolibérale. Pendant des années, les néolibéraux ont essayé de nous convaincre que l'État providence était un fardeau, que l'intervention de l'État était inutile, et même dangereuse pour l'économie et la prospérité. En fait, plus de 40 ans de politiques néolibérales - privatisations, sous-financement et sous-effectif des services publics, réduction du périmètre du secteur public, diminution du nombre de fonctionnaires et du montant de leur retraite - ont démantelé les systèmes de santé nationaux, les rendant incapables de répondre aux défis d'une pandémie.

Ces politiques portent la marque de tous les gouvernements qui ont servis le néolibéralisme. Elles portent la signature de l'Union européenne, qui a frappé, en particulier des pays du sud (Italie, Espagne, Grèce, Portugal, France) en imposant la pire austérité budgétaire au nom de la doctrine du mécanisme européen de stabilité. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons lutter pour abattre le néolibéralisme, pour le renforcement immédiat du système national de santé publique, pour le renforcement du secteur public et de l'État social, pour la défense de l'État de droit.

L'Union européenne a encore une fois montré son vrai visage. Toute illusion de changement de « l'UE allemande » s'est volatilisée.

On a même assisté avec consternation à des vols entre ''partenaires'' européens. Par exemple, l'Allemagne s'est accaparé des fournitures médicales qui ne lui étaient pas destinées mais c'est aussi vrai d'autres pays de l'Union européenne qui ont capté des livraisons de masques, matériel, etc. destinées à l'Italie…

Merkel considère que la responsabilité de la gestion de la pandémie repose exclusivement sur les États membres, indiquant ainsi clairement que face à la crise, chacun est seul. L'Union européenne est absente. La solidarité ne fait pas partie de sa nature. Elle refuse de soutenir les pays du sud gravement touchés par la pandémie et la crise économique imminente. Elle reste attachée idéologiquement aux politiques qui ont démontré leur échec, elle priorise les intérêts des pays du centre de l'Europe (Pays-Bas, Allemagne, Autriche…) et les intérêts du capital allemand. L'Union européenne met une fois encore les intérêts des puissants au-dessus des intérêts du peuple. Aucun peuple n'a besoin de cette Union européenne. Il faut en finir avec elle et tous ses mécanismes.

D'ailleurs, l'assistance médicale est arrivée de Cuba, de Chine et de Russie, mais pas de l'UE !

Une crise économique profonde, affecte le cœur du capitalisme mondialisé. Les marchés boursiers sombrent, les économies néolibérales souffrent d'une crise de suraccumulation des capitaux, les petites et moyennes entreprises font faillite, des millions de personnes sont au chômage ou en emploi précaire. Les mesures annoncées par les différents gouvernements ne répondent pas aux besoins des peuples. Les gouvernements et l'Union européenne placent une fois de plus le capital au centre de leurs politiques. Lorsque la pandémie prendra fin, le système capitaliste mondialisé tentera d'en faire payer les conséquences aux peuples. Il fera tout pour les contrôler par des mesures autoritaires en restreignant les libertés démocratiques et les droits

collectifs. Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire que les peuples s'organisent, chacun dans leur pays, pour refuser de payer l'addition. Il est plus que jamais nécessaire de développer des alternatives qui mettent les besoins de la population au centre des préoccupations. Et il est plus que jamais nécessaire de défendre la démocratie et les droits que nous avons gagnés grâce à la lutte et d'en arracher de nouveaux**.**

Le retour à la souveraineté nationale des Etats est la condition préalable et nécessaire pour que les peuples puissent reconquérir le contrôle de leurs économies et pour qu'ils puissent rebâtir la démocratie dans leur propre pays. Par conséquent la sortie de l'Union européenne ''impériale'' et de l'euro est le premier pas essentiel dans cette direction. Il s'agira d'un coup sérieux que les peuples porteront à la dictature mondiale plus connue sous le nom de mondialisation néolibérale. De plus, la suppression des dettes des Etats est, dans les conditions actuelles, absolument nécessaire pour la survie des peuples.

Les gouvernements tentent de s'exonérer de leurs responsabilités tant à propos de la pandémie que de la crise économique à venir. Les gouvernements tentent de faire croire que les peuples auraient la responsabilité de surmonter les crises : celle de la santé maintenant et celle l'économie plus tard. Ils veulent nous tenir pour personnellement responsables du résultat. Mais leurs efforts seront vains : nous savons très bien qui a été en charge des politiques qui nous ont conduits à la situation catastrophique actuelle. Nous savons très bien qui détruit les droits des peuples. Nous répondrons par la solidarité et par la lutte. Parce que seul le peuple peut sauver le peuple !

Cela passe par une condition : la démondialisation, la souveraineté nationale et populaire pour construire les bases démocratiques d'une société favorable à des politiques sociales, environnementales, égalitaires et justes.

Epam (Grèce)

Euro Exit (Autriche)

Frontiere (Italie)

MS21 (Espagne)

P101 (Italie)

Pardem (France)

Paremvasi (Grèce)

Salir del euro (Espagne)

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire